

DONNER UN VÉRITABLE DROIT À L'ALIMENTATION

Face à la flambée des prix des denrées alimentaires et à son impact dramatique pour des millions de personnes, le groupe socialiste a pris l'initiative de lancer un débat au sein du Parlement européen en avril 2008, avant même que la crise alimentaire ne fasse la une des journaux.

Il est inacceptable que 850 millions de personnes souffrent de la faim chaque jour. Nous avons fait du droit de chaque être humain à la nourriture le principe central de la résolution du PE de mai 2008 sur la hausse des prix des produits alimentaires dans le monde.

Nos succès

Nous avons poussé le Parlement à demander au Conseil d'accélérer ses engagements sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de suivre de manière continue les progrès réalisés sur cette voie, notamment en ce qui concerne le premier objectif, réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Les domaines où nous avons joué un rôle moteur

Le groupe socialiste a demandé l'interdiction de ce qu'il considère comme des produits d'investissement et d'assurance scandaleux, qui profitent de la spéculation sur les prix des denrées alimentaires. L'aile droite du Parlement, à savoir la large majorité constituée par le groupe PPE-DE et les libéraux, a toutefois refusé de soutenir cette initiative et a empêché de demander une réglementation appropriée permettant de maîtriser plus efficacement les activités spéculatives. Ils se sont également opposés à l'évaluation des compétences des organismes nationaux de surveillance en matière de denrées alimentaires. Malgré le soutien unanime de notre groupe à ces mesures, nous n'avons pas été en mesure de réunir une majorité des votes en plénière.

Nous avons toutefois obtenu le soutien du Parlement pour mettre la spéculation sur les denrées alimentaires à l'ordre du jour et pour reconnaître le lien entre la crise alimentaire et la crise financière. Notre groupe a également voté à l'unanimité pour la référence à cette interconnection, alors que seuls 8 députés PPE-DE ont voté dans le même sens.

Les socialistes ont montré clairement que la crise alimentaire était étroitement liée aux investissements spéculatifs dans les produits de base et qu'il convenait donc d'en tenir compte pour proposer des solutions globales.

Nos prochains objectifs politiques

Le groupe socialiste continuera à demander à la Commission de présenter des propositions de mesures précises visant à empêcher la spéculation sur le prix des denrées alimentaires et à mieux réguler les activités spéculatives. Les États membres et l'UE doivent être en mesure de garantir la stabilité et la sécurité des marchés et de veiller à ce que la spéculation ne viole pas le droit à la nourriture.

Nous continuerons également à lutter pour une politique européenne durable des denrées alimentaires et pour veiller à ce que la régulation des marchés agricoles mondiaux se fasse dans l'intérêt des consommateurs, du revenu des agriculteurs et des industries de transformation.